

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

**Allocution de
S.E.M AHMED ABDALLAH MOHAMED SAMBI
Président de l'Union des Comores,
A l'occasion de la Quinzième Conférence des Nations
Unies sur les Changements Climatiques**

Copenhague, Danemark, le 16 décembre 2009.

- **Monsieur le Premier Ministre de la République du Danemark,**
- **Majestés, Altesses,**
- **Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Honorables délégués,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Je voudrais saisir l'heureuse opportunité qui m'est offerte de m'adresser à cette auguste assemblée, pour, tout d'abord, remercier le Gouvernement et le peuple danois, pour l'accueil très chaleureux qui nous est réservé depuis notre arrivée dans ce beau pays et pour les bonnes dispositions prises en vue de la réussite de cet important Sommet.

L'engagement du Royaume du Danemark au service de la coopération internationale pour le Développement Durable, ainsi que les qualités humaines et le dévouement personnel de ses très hautes autorités, constituent des atouts précieux qui nous réconfortent dans notre espoir de pouvoir parvenir à des conclusions satisfaisantes, au cours de la présente Conférence.

Monsieur le Président;

Honorable assistance;

Notre planète est en proie à une dérive climatique d'une gravité exceptionnelle. Ce constat a déjà été fait à Rio de Janeiro, il y a dix sept ans.

Nous devons donc saisir l'opportunité de cette forte mobilisation, qui témoigne d'une volonté commune d'agir en faveur d'une planète viable et plus propre, pour faire les compromis nécessaires en vue de parvenir à une position commune susceptible de sauver notre planète.

En effet, tous nos continents, riches ou pauvres, vivent sous la menace constante des effets néfastes des changements climatiques.

Nos pays souffrent de la détérioration de leurs moyens de subsistance et de la dégradation du capital naturel et d'autres, les Petits Etats Insulaires, sont tout simplement menacés d'être purement et simplement submergés, sous l'effet de l'élévation du niveau de la mer.

Dans le cas de mon pays, l'Union des Comores, la montée du niveau marin, à l'horizon 2025 pourrait entraîner le déplacement d'une grande partie de la population ainsi que la destruction de certaines de nos infrastructures économiques.

Les ras de marée qui se sont produites en 2008 dans les quatre îles, y compris Mayotte qui est toujours sous administration française, ainsi que les pluies diluviennes qui se sont abattues cette année dans certaines localités du pays, sont un témoignage de l'ampleur du phénomène des changements climatiques.

Les prévisions effectuées en 2003 montrent que certaines localités vont pâtir de la remontée du niveau de la mer qui pourrait détruire une partie des édifices et entraîner le déplacement de 10 à 75% des habitants de certains villages et jusqu'à 100% pour certains d'entre eux.

Les mêmes prévisions indiquent que les disponibilités en eau par habitant seront réduites du fait de l'assèchement de 63 rivières sur les 75 recensées en 1960 dans l'ensemble des îles.

Par ailleurs, on a observé depuis ces trente dernières années, une augmentation de la température moyenne annuelle de 1° Celsius, qui a entraîné un accroissement de la fréquence des cyclones depuis 1987.

Les impacts de cette augmentation se ressentent déjà sur le développement socio-économique avec l'amplification et l'expansion du paludisme et d'autres maladies à transmissions vectorielles.

En outre, si les températures océaniques devaient, elles aussi, s'élever de 1.5° Celsius par rapport à la normale, comme en 1997, il y aurait des impacts potentiellement dramatiques sur la sécurité alimentaire et le tourisme qui représente un des secteurs de croissance économique du pays.

Ainsi, l'Union des Comores, pays africain et Petit Etat Insulaire en Développement compte parmi ces nations qui subissent déjà de plein fouet, les effets néfastes des changements climatiques et qui en paient le plus lourd tribut.

Or, ce qui est injuste c'est que les conclusions issues de la communication nationale initiale sur les changements climatiques laissent apparaître que les Comores font partie des pays pour lesquels les émissions de gaz à effet de serre sont insignifiantes alors que les absorptions par les puits sont très élevées.

Mon pays regorge d'immenses potentialités en ressources hydroélectrique, solaire, éolienne et géothermique. Un soutien financier et technologique pour leur mise en valeur est indispensable pour lui permettre de participer à l'effort global d'atténuation et à améliorer le bien-être économique et social de la population.

Excellences;

Mesdames et Messieurs;

Nous sommes réunis ici pour répondre à des questions cruciales? Comment sauver la planète? Qui est responsable des dégâts causés? Qui doit en payer le prix? Comment créer un nouvel élan de solidarité entre les pays riches et les pays pauvres?

Une chose est certaine, nous sommes tous dans le même bateau, ou bien nous nous engageons à faire prévaloir l'intérêt général et nous sauvons ainsi l'humanité toute entière, ou nous persistons à faire prévaloir les intérêts nationaux et le bateau coulera, emportant tout avec lui.

Nous devons parvenir à un Accord historique et juridiquement contraignant, juste, intégral et effectif en vertu du paragraphe 9 de l'article 3 du Protocole de Kyoto élargissant les engagements de réduction des gaz à effet de serre des pays développés à partir de 2013, conformément aux préceptes de la science.

Ces nouveaux engagements doivent permettre de maintenir l'augmentation de la température au dessous de 1,5 degré Celsius par des réductions d'au moins 45% en 2020 et d'au moins 80 à 95% en 2050 par rapport au niveau de 1990.

Dans ce contexte, le renforcement des capacités humaines et institutionnelles de l'Afrique, notamment à travers la création et le soutien de centres régionaux d'excellence, sur les changements climatiques constituent des moyens indispensables pour lui permettre de se préparer à court et à long termes, à des chocs complexes, hors de portée.

Excellences; Mesdames et Messieurs;

Les conclusions de Copenhague ne doivent, en aucun cas, se substituer au Protocole de Kyoto, qui doit demeurer la base juridique de réduction des émissions au-delà de 2012.

Il nous faut également un accord légalement contraignant au titre du plan d'action de Bali pour une mise en œuvre durable et efficace de la Convention à travers des actions de coopération à long terme.

Nous devons, donc, nous assurer de l'engagement des pays industrialisés à assumer, du fait de leurs responsabilités historiques, le plus gros des efforts nécessaires, conformément au principe de la responsabilité commune, mais différenciée des Etats.

A cet égard, un engagement financier conséquent de la part des pays nantis est requis et devrait être piloté par de nouveaux arrangements institutionnels plus transparents, plus flexibles et participatifs.

D'autre part, nous ne saurons réussir notre pari commun sans un Accord sur le développement, le transfert et l'accessibilité de technologies propres et adaptées pour soutenir les actions d'atténuation et d'adaptation.

Bien évidemment, nous sommes conscients des gros moyens financiers que des pays riches investissent en faveur des recherches technologiques, et par conséquent, de leur souci de vouloir préserver la confidentialité des résultats de leurs découvertes.

Toutefois, la gravité de la situation est telle qu'elle nécessite des sacrifices. En effet, si ces technologies ne sont pas vulgarisées, si elles ne sont pas mises à la disposition du développement durable, comme le sont les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, notre combat pour une planète propre et sans danger risque d'être inutile.

Seules ces technologies et notamment celles liées au développement des énergies nouvelles et renouvelables permettront à nos pays d'aller de l'avant et éviter de répéter les erreurs du passé qui sont responsables de la situation dramatique actuelle.

Je voudrais, pour terminer, Excellences, Mesdames et Messieurs, dire le plein espoir que nous nourrissons de voir cette Conférence sur les changements climatiques, aboutir à un succès historique, pour que vivent le multilatéralisme et la solidarité internationale.

Je vous remercie.